

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2012

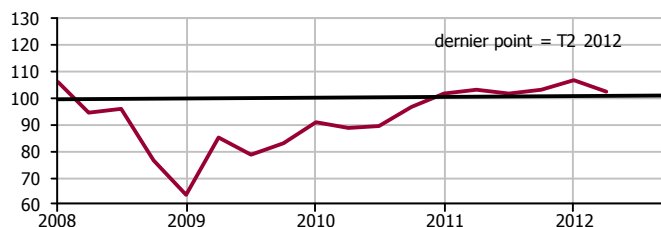
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

L'activité s'essouffle

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit, rompant avec la tendance haussière de ces six derniers mois. Il demeure très légèrement au dessus de son niveau moyen de longue période.

Cette diminution s'explique par l'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. L'activité, en particulier, est jugée atone et la trésorerie se dégrade.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture IEDOM

La consommation des ménages marque le pas en dépit d'une inflation contenue. Dans un contexte toujours marqué par l'incertitude, les intentions d'investissement sont en retrait comme depuis fin 2008 et restent orientées vers le maintien des outils de production. Les importations se replient sous l'effet du fléchissement de la demande et les exportations de produits agroalimentaires reculent.

L'activité s'essouffle dans la plupart des secteurs : les entreprises du commerce pâissent du manque de vigueur de la consommation et les secteurs clés du tourisme et du BTP font état d'une situation morose. Les prévisions des professionnels sont néanmoins majoritairement positives, traduisant des anticipations de redressement pour les prochains mois.

AFFAIBLISSEMENT DES ÉCONOMIES DANS LA CARAÏBE

Les pays de la Caraïbe sont pour beaucoup d'entre eux exposés aux chocs intervenant dans les pays développés.

Dans ce contexte, Standard and Poor's a dégradé la note souveraine de la **Barbade** de BBB-/A-3 à BB+/B en juillet dernier. Cette décision s'appuie sur les perspectives d'affaiblissement des fondamentaux macroéconomiques : un taux de chômage élevé (11,8 %) et l'intensification de la compétition internationale dans le secteur du tourisme. Les prévisions de croissance du PIB par habitant s'élèvent désormais à 0,3% pour 2012 et 0,6% pour 2013, entraînant une aggravation de la dette publique, malgré la mise en œuvre de réformes structurelles et de programmes de consolidation budgétaire.

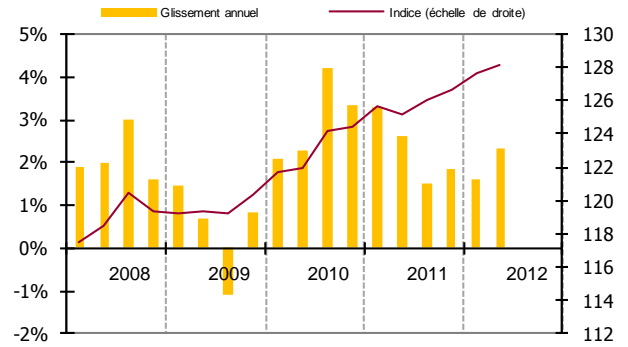
En revanche, Standard and Poor's a relevé la note souveraine court terme de la **Jamaïque** de « C » à « B » tout en maintenant sa note souveraine à long terme à « B- ». Ce relèvement tient à une modification des critères de notation de Standard and Poor's et non à une amélioration des critères de solvabilité du pays. Les fondamentaux macroéconomiques ne sont pas favorablement orientés. L'agence prévoit une croissance faible autour de 1%, une dette publique dépassant 130 % du PIB pour l'année fiscale 2012-2013 et un déficit public au-delà de la cible gouvernementale de 4,5 % du PIB.

Faible augmentation des prix

L'indice des prix à la consommation augmente légèrement sur le trimestre (+0,3 %). Les deux principaux postes qui contribuent à cette évolution sont l'alimentation (+1,5 %), essentiellement les produits frais (+5,1 %), et les produits manufacturés (+0,7 %). Les prix de l'énergie et des services enregistrent en revanche une baisse respective de 0,4 % et 0,5 %.

En glissement annuel, la hausse de l'indice des prix atteint 2,2 %. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des prix de l'alimentation (+3,4 %) et des services (+2,6 %), notamment les tarifs des transports et communications.

Indice des prix à la consommation



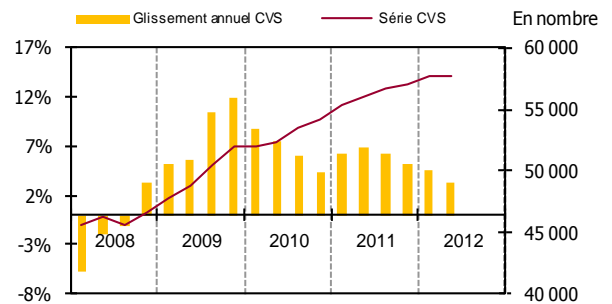
Source : Insee

Hausse contenue de la demande d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle emploi poursuit sa progression pour s'établir à 57 760 à fin juin 2012. Cette hausse est néanmoins relativement contenue sur le trimestre (+0,1 % à fin juin après +1,2 % à fin mars). Sur un an, le rythme de progression (+3,2 %) est inférieur à celui observé un an plus tôt (+6,8 % en juin 2011).

En parallèle, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminuent de 9,3 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est plus marquée pour les offres d'emploi durables (6 mois ou plus : -20,3 %) que pour les offres d'emploi temporaires (moins de 6 mois : -3,8 %). En cumul sur un an, 500 offres supplémentaires ont cependant été collectées par Pôle emploi (+8,8 %).

Demandeurs d'emploi - DEFM A En données CVS



Source : DIECCTE

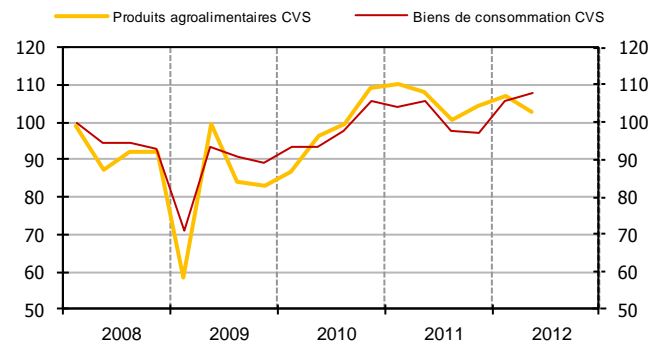
La consommation des ménages marque le pas

La consommation des ménages est globalement moins dynamique qu'au premier trimestre. Les dirigeants du secteur du commerce font état d'une baisse d'activité et les immatriculations de véhicules neufs reculent de 9,9 % sur trois mois. Les importations de produits alimentaires affichent pour leur part une baisse de 4,4 % sur le trimestre (données CVS)

En revanche, les importations de produits courants (+1,8 %, données CVS) et celles de biens d'équipement du foyer (+6,7 %) progressent mais à un rythme moins important qu'au trimestre précédent.

Le tassement des encours de crédit à la consommation des ménages (+2,2 % à fin juin contre +2,6 % au trimestre précédent) illustre également le ralentissement de la demande.

Evolution des importations de biens destinés aux ménages



Source : Douanes

Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement a progressé de 29,4 % sur le trimestre affichant son niveau le plus élevé depuis un an. Le nombre de personnes en interdiction bancaire progresse de 0,2 % après avoir reculé de 1,3 % à fin mars.

Investissement en berne

Dans un contexte toujours marqué par l'incertitude, l'investissement des entreprises est en baisse sensible ce trimestre.

Les importations de biens intermédiaires se réduisent de 6,9 % (donnés CVS), retrouvant leur niveau du début d'année, et celles de biens d'équipement reculent de 9,1 %.

L'allongement des délais de paiement affecte la trésorerie des entreprises et fragilise leur situation financière. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire augmente de 1,2 % par rapport au trimestre précédent. Les incidents de paiement sur effet, moins nombreux qu'au trimestre précédent portent cependant sur des montants plus élevés (+49,5 %).

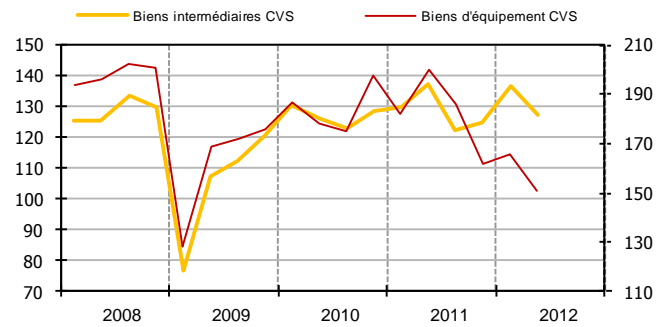
Si les intentions d'investissement des chefs d'entreprise exprimées dans l'enquête de conjoncture sont en retrait comme depuis fin 2008, la dégradation s'atténue depuis septembre 2011, ce qui laisse entrevoir une stabilisation dans les mois à venir.

Repli des échanges extérieurs

Les importations et les exportations sont en baisse. Après avoir connu un redressement au premier trimestre, les importations diminuent de 4,2 % (données CVS). Cette évolution provient du recul des importations de produits alimentaires (-7,1 % CVS) et des biens à destination des professionnels.

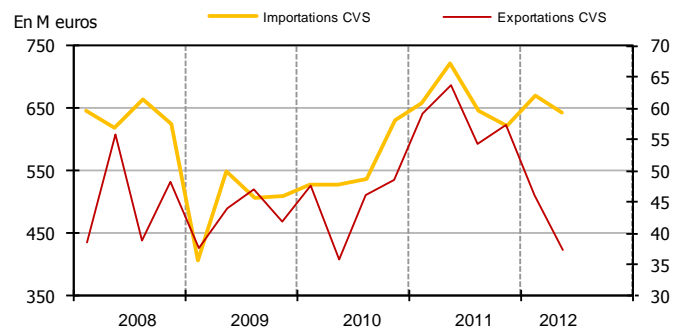
Parallèlement, les exportations chutent de 19,5 % (CVS) en raison de moindres réexportations (en valeur) de produits pétroliers sur la période.

Evolution des importations de biens destinés aux entreprises



Source : Douanes

Echanges commerciaux



Source : Douanes

ACTIVITÉ MOROSE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

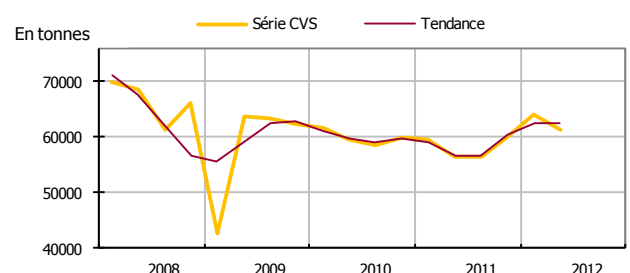
L'activité manque de vigueur dans la plupart des secteurs, après deux trimestres consécutifs de hausse. Cette évolution s'accompagne d'une détérioration de la trésorerie des entreprises et d'un alourdissement de leurs charges d'exploitation, alors que les délais de paiement de la clientèle se sont allongés. Les chefs d'entreprises sont plus optimistes pour le troisième trimestre : l'activité et la trésorerie devraient être en hausse, alors que la détérioration des délais de paiement de la clientèle et des charges serait moins forte.

Le **secteur primaire** enregistre une hausse significative des exportations de produits agricoles (+25,7 %), en lien avec la reprise des exportations de melons. En revanche, l'activité du **secteur de l'agroalimentaire** diminue, impactée par le tassement de la demande intérieure. Les exportations de produits alimentaires progressent cependant de 22,0 % sur le trimestre (données CVS).

L'activité du **secteur industriel** (hors industries alimentaires) est moins bien orientée. La plupart des soldes de gestion (trésorerie, charges, prix, investissement) se détériorent mais les chefs d'entreprise restent optimistes pour les mois à venir.

Dans le **bâtiment et les travaux publics**, l'activité se réduit selon les chefs d'entreprise. La consommation de ciment diminue de 4,3 % (données CVS) après deux trimestres consécutifs de hausse. Le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs enregistre également une forte baisse (- 53,5 % sur le trimestre, CVS). Par ailleurs, les effectifs du secteur, enregistrés par la caisse des congés payés du BTP, se contractent significativement (-10,7 % entre mars et juin, -14,2 % en glissement annuel). Pour les mois à venir, les entreprises anticipent un fléchissement du volume d'affaires.

Consommation de ciment



Source : Ciments Antillais

Après un premier trimestre bien orienté, le courant d'affaires des chefs d'entreprise du **secteur du commerce** est en retrait. La branche du commerce automobile accuse notamment un repli des ventes de véhicules neufs de 9,9 % sur le trimestre (-9,6 % en glissement annuel).

Dans le **secteur du tourisme**, le deuxième trimestre qui caractérise la fin de la haute saison touristique voit l'activité des professionnels diminuer plus nettement que prévu. Pour la première fois depuis fin 2009, le trafic de passagers (hors transit) à l'aéroport est en recul de 6,7 % sur le trimestre (et -2,7 % sur un an, CVS).

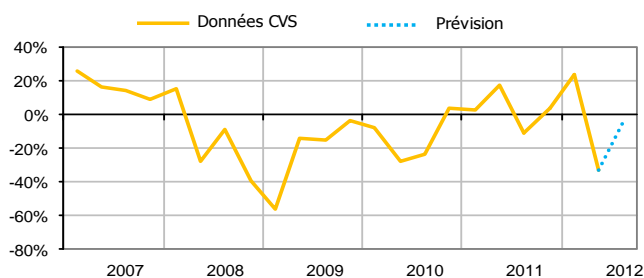
La fréquentation hôtelière enregistre un nouveau tassement. Le nombre de nuitées recule de 3 % par rapport à la même période de l'an dernier.

En revanche, la saison des croisières qui s'est achevée en avril affiche de bons résultats. Au total, 152 000 croisiéristes ont été recensés au cours de cette saison, soit près de 2 fois plus que la saison précédente (+94 %).

Les anticipations des professionnels pour le trimestre à venir sont en baisse dans un contexte international difficile.

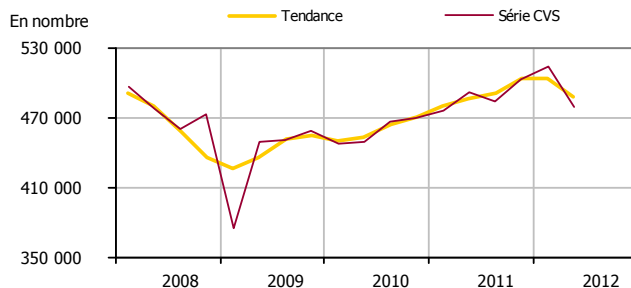
Activité dans le secteur du commerce

Soldes d'opinion



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Evolution du trafic de passagers hors transit



Source : Aéroport Pôle Caraïbe

NOUVEAUX RISQUES SUR LA REPRISE MONDIALE

Dans un contexte d'incertitudes toujours fortes, la reprise de l'économie mondiale montre de nouveaux signes de faiblesse.

La croissance de l'économie américaine ralentit au deuxième trimestre (+0,4 % par rapport au trimestre précédent après +0,5 %), les exportations étant affectées par l'essoufflement de la demande adressée par la zone euro alors que la demande intérieure pâtit du désendettement des ménages américains. La croissance marque également le pas dans différents pays émergents, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde, en raison de la poursuite de la dégradation de l'environnement international, du resserrement de leurs politiques monétaires et d'une moindre confiance des investisseurs internationaux.

La crise de la dette souveraine continue de se propager. Les PIB de la zone euro et de l'UE27 reculent de -0,2 % au deuxième trimestre de 2012 par rapport au trimestre précédent, après une stagnation au premier trimestre. Cette baisse touche particulièrement les pays du Sud de l'Europe, mais également quelques pays du Nord comme la Belgique (-0,6 %) et la Finlande (-1 %). La progression du chômage (11,2 % en juin 2012) devrait se poursuivre en lien avec la baisse de la production industrielle de la zone euro (-2,1 % en glissement annuel en juin 2012). Les analystes anticipent la poursuite de la contraction de l'activité au prochain trimestre qui provoquerait l'entrée de la zone euro en récession. Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés.

En France, la croissance du PIB est restée nulle pour le troisième trimestre consécutif.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2012 - Dépôt légal : septembre 2012 – ISSN 1952-9619